

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 18/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur 

JOHN COCKRILL Hydrogen

1 rue des Pins
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006704815_2024-03-27_JOHN-COCKRILL_AN24_Retention
Code AIOT : 0006704815

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 mars 2024 dans l'établissement JOHN COCKRILL Hydrogen implanté 1 rue des Pins 68700 Aspach-Michelbach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOHN COCKRILL Hydrogen
- 1 rue des Pins 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006704815
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société John Cockrill exploite sur son site de Aspach, une installation de fabrication de composants d'électrolyseurs destinés à produire de l'hydrogène décarboné.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 – Confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Maintenance des organes de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Prélèvement en eau	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Points de rejets en eau de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Adéquation des volumes de confinement au besoin	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1	Sans objet
4	Procédure d'isolement du réseau	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 2.1.3	Sans objet
5	Mise en œuvre du confinement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 6 non-conformités aux prescriptions contrôlées:

- point de contrôle n° 1 : l'absence de représentation graphique des fosses de confinement des eaux d'extinction ;

point de contrôle n° 2 : l'absence de confinement de l'ensemble des eaux pluviales issues du bâtiment « traitement de surface » ;

- point de contrôle n° 6 : l'absence de procédure d'entretien de la vanne de confinement de la fosse de 30 m³ ;
- point de contrôle n° 7 : l'absence d'un grillage de protection autour de la cuve d'acide chlorhydrique située en extérieur et au nord du bâtiment « traitement de surface » ;
- point de contrôle n° 8 : la présence de deux puits de pompage non autorisés ;
- point de contrôle n° 9 : la présence d'un rejet externe d'eaux pluviales, non autorisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Prescription contrôlée :

<p>« L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> le plan de recollement du nouveau bâtiment « traitement de surface » et de ses abords, établis le 15/12/2023 ; le plan, établi par la Communauté de Communes de Thann-Cernay, des branchements « assainissements » existants sur l'ensemble de l'ICPE en date du 05/02/2024. <p>A l'analyse de ces documents, l'Inspection constate la présence des différents réseaux (eau de pluie de toiture et de voirie, eaux usées, électricité...) ainsi que de la vanne de confinement en place au niveau de l'aire de dépotage ainsi que son poste de commande.</p> <p>Il est néanmoins constaté l'absence de représentation graphique des fosses de confinement.</p> <p>Au regard de ce dernier constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] VII - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, [...]</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle vise à s'assurer du confinement de l'ensemble des eaux d'extinctions susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.</p> <p>En préliminaire et à l'analyse de l'étude de dangers (référence « DOSSIER 2020-10-DDAE-09 »), présentée par l'exploitant dans le cadre de l'instruction de son dossier d'autorisation, l'Inspection constate que l'unique zone à risque incendie identifiée concerne le bâtiment abritant la chaîne de traitement de surface.</p> <p>L'Inspection constate que dans le cadre de l'étude détaillée des risques (page 47 de l'étude de dangers), l'événement redouté « incendie généralisé de l'atelier TS » est retenu par l'exploitant (Scénario n° 3).</p> <p>L'Inspection considère ainsi que le confinement des eaux d'extinction incendie doit être réalisé à minima sur le bâtiment abritant de traitement de surface.</p>

Au cours de la visite, l'Inspection a constaté :

- la présence au sein du bâtiment TS, d'une fosse occupant la totalité du niveau N-1 et destinée à accueillir les eaux d'extinction interne au bâtiment ;
- la présence d'une fosse de rétention de 30m³, située au nord-ouest du bâtiment TS, destinée au dépotage des matières dangereuses mais pouvant faire office de confinement. Cette fosse peut récupérer certaines eaux de voirie par l'intermédiaire de deux caniveaux.

L'Inspection a néanmoins constaté que l'ensemble des eaux pluviales issues du bâtiment TS n'étaient actuellement pas confinées, notamment :

- les eaux de voirie collectées au nord du bâtiment TS puis rejetées au point identifié EP °2 dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les eaux de toiture collectées au sud-ouest du bâtiment TS et alimentant une cuve de récupération d'eau de pluie de 20 m³ avant rejet dans le réseau public en un point situé entre les points EP °2 et EP °5 et non identifié dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les eaux de toiture collectées au sud-ouest du bâtiment TS et rejetées au point identifié EP °5.

Les points EP n°2 et 5 se rejetant dans le cours d'eau Le Baerenbach.

L'Inspection a enfin constaté la présence de 2 puisards, situés de part et d'autre du bâtiment TS. Ces puits de pompage, initialement destinés à abaisser localement la nappe phréatique au cours de la construction du bâtiment sont toujours en place et ne sont pas équipés de dispositif d'isolement.

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de justifier de la présence de dispositifs de confinement sur l'ensemble de ses rejets d'eaux issues de son bâtiment « Traitement de surface » et/ou de justifier auprès de l'Inspection, de l'absence de risque de présence d'eaux d'extinction susceptibles d'être polluées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Adéquation des volumes de confinement au besoin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.2.1

Prescription contrôlée :

« [...] VII. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] »

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, le détail du calcul de son volume de liquide à confiner, correspondant à un incendie généralisé de son bâtiment « Traitement de surface ». Ce volume total de liquide à confiner, estimé selon la méthode de calcul D9A, est de 342,4 m³.

L'exploitant a également transmis à l'Inspection, une note de calcul établie par un prestataire externe et datée du 07/03/2024, déterminant les volumes disponibles en sous-sol du bâtiment

« Traitement de Surface ». La somme de ces volumes, après prise en compte des volumes des ouvrages présents dans les rétentions (tuyauteries, éléments mécaniques...), est de 499,3 m³.

L'objectif de cette note de calcul était de s'assurer de la disponibilité des volumes de rétention en cas de fuite sur un des bacs de traitement de surface (rétention chimique). Afin de s'assurer de l'absence de mélange entre liquides « acides » et « basiques », la hauteur de rétention retenue dans le calcul est de 90 cm. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les murets séparant les différentes rétentions étaient d'une hauteur de 96 cm.

L'Inspection considère qu'au-delà du débord du muret de hauteur 96 cm, l'ensemble du volume du sous-sol est mobilisable pour recueillir les eaux d'extinction incendie et constate que le volume disponible (> à 499,3 m³) est supérieur au volume total à confiner (342,4 m³).

Après échanges avec l'exploitant, puis par contrôle visuel par échantillonnage, l'Inspection n'a pas constaté au niveau des fosses (N-1) d'orifice de vidange nécessitant une obturation.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédure d'isolement du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 2.1.3

Prescription contrôlée :

« L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent : [...]
• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte;
[...] »

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, la procédure référencée « H2-HSE-INS-ASP-003-FR – indice A », relative à la mise en confinement de sa fosse de rétention de 30 m³. Après analyse, l'Inspection constate que cette procédure localise la vanne ainsi que ses organes de confinement et détaille, étape par étape, la commande de fermeture/ouverture de la vanne.

Au cours de la visite sur site, l'Inspection a visuellement constaté l'affichage de cette procédure à proximité immédiate du panneau de commande de la vanne d'isolement de la fosse de rétention.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en œuvre du confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3

Prescription contrôlée :

« [...] Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.
Ces dispositifs sont [...] signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
[...] »

<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant de manœuvrer la vanne de confinement de sa fosse de 30 m³. Il a été constaté que le poste de commande de la vanne est clairement identifié ainsi que l'affichage de la procédure de mise en œuvre du confinement.</p> <p>l'Inspection a constaté (de façon auditive) le bon fonctionnement du moteur alimentant la vanne ainsi que son arrivée en butée. En l'absence de visuel sur la vanne (de par la configuration de la fosse et malgré l'ouverture du regard de visite), il n'a néanmoins pas pu être constaté la bonne descente de celle-ci.</p> <p>En cas de dysfonctionnement, cette vanne est équipée d'un dispositif de descente manuel, actionnable par un volant présent dans le regard.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maintenance des organes de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, [...]. Leur entretien préventif [...] est défini par consigne. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la réunion en salle, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'était pas en possession d'une procédure d'entretien de la vanne de rétention associée à la fosse de 30 m³.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Organisation des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.1.2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les zones de stockage du site sont localisées et exploitées conformément aux dossiers et à l'étude de dangers du site. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la zone de stockage d'acide chlorhydrique est protégée d'une barrière grillagée, [...]
<p>Constats :</p>

<p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté l'absence de grillage de protection autour de la cuve de stockage d'acide chlorhydrique située en extérieur au nord du bâtiment « Traitement de surface ».</p> <p>De ce fait, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La mise en place d'un grillage de protection autour de la cuve d'acide chlorhydrique est une mesure proposée par l'exploitant dans son étude de dangers jointe à son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Il appartient ainsi à l'exploitant de mettre en œuvre ce grillage de protection ou de transmettre au préfet du Haut-Rhin, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, une demande de modification de ses conditions d'exploiter, relative à l'absence de risque lié à l'absence de ce grillage de protection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 8 : Prélèvement en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.1</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont interdits. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté la présence de deux puisards situés de part et d'autre du bâtiment « Traitement de surface ». Ces puisards, initialement mis en place afin d'assurer une baisse locale de la nappe phréatique en période de construction ne sont pas autorisés.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de combler dans les règles ces deux puits ou de porter à connaissance et de justifier auprès de l'Inspection, de l'absence de risque lié à la présence de ces deux puits et d'impact (notamment vis à vis de la ressource en eau) lié à leur utilisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 9 : Points de rejets en eau de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.2</p>

Prescription contrôlée :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées géographiques (Degrés décimaux)			Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur	Conditions de raccordement
	Latitude (°)	Longitude (°)	Altitude (m)				
EP°1	47.790059	7.132198	318.54	Eaux pluviales des voiries Eaux pluviales de toiture atelier chaudronnerie plastique et bâtiment administratif	Fossé raccordé aux bassins situés au Sud Sud- Est du site	Le Baerenbach	Autorisation
EP°2	47.789028	7.130765	317.74	Eaux pluviales des voiries Eaux pluviales de toiture atelier traitement de surface			
EP°3	47.788538	7.131268	317.56	Eaux pluviales des voiries (aires stationnement des véhicules légers)			
EP°4	47.789369	7.132886	318.10				
EP°5	47.789023	7.131125	316.52	Eaux pluviales de toiture atelier travail mécanique des métaux			

[...] »

Constats :

Au cours du contrôle en salle, l'exploitant a signalé à l'Inspection la présence sur son installation, d'un rejet d'eaux pluviales supplémentaire, non prévu à l'article 4.3.1.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de transmettre au préfet du Haut-Rhin, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, une demande de modification de ses conditions d'exploiter, relative à la présence de ce rejet externe supplémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois